

Or, pour arriver à ce but, nous avons besoin de consacrer ici tous nos revenus au développement de nos ressources; et nous avons besoin d'attirer l'immigration étrangère, au lieu d'envoyer nos concitoyens servir de cible en Afrique.

Voilà l'unanimité qui règne dans la population sur cette question. Je ne vous dirai pas ce que je pense de l'honorable député de Laprairie et Napierville, mais je vais citer ce qu'en dit un des journaux français les plus influents du pays, "La Presse" de Montréal, qui est aussi un journal indépendant, comme le fait remarquer mon honorable ami (M. Bergeron):

Il n'y a ni équivoque, ni restrictions. M. Monet sait qu'il s'agit ici d'un cas d'urgence et il reste opposé, quand même, à l'idée que le Canada aille au secours de l'Angleterre, dans un moment de revers. C'est de la déloyauté pure et simple.

Ce n'est pas moi qui porte ces accusations contre l'honorable député: c'est le journal le plus répandu, le plus influent de toute la province de Québec.

Voilà un drapeau qui défend notre commerce sur toutes les mers, mais M. Monet prétend que nous pouvons accepter sa protection sans être obligés de la défendre. Il lui importe peu que nous appartenions à une puissance de première ou de seconde classe. Il ne voit aucune différence entre un premier, un deuxième ou un troisième rôle. Il veut bien la prospérité du Canada, mais il entend le faire grandir par le rapetissement.

C'est par des sorties intempestives comme celles-là que nous nous rendons ridicules aux yeux des autres provinces.

Voici donc un autre partisan de l'honorable premier ministre dégagé de son allégeance par le fait d'un homme qui profite de sa position dans le cabinet, de son influence, de ses relations avec les journaux pour provoquer parmi la population du mécontentement contre la conduite du gouvernement. Ce serait folie que de refuser de voir les choses telles qu'elles sont et de prétendre que la population du Canada est unanime à approuver la conduite du gouvernement sur cette question du Transvaal.

On ne peut trop déplorer un pareil état de choses, et pour le faire cesser, il faut recourir aux moyens qu'emploie un chirurgien en présence d'un malade. Si un cancer se déclare dans une partie quelconque du corps, il faut l'amputer si on ne veut pas que l'infection gagne tout le corps et ne cause la mort du patient. C'est aussi ce qu'il faut faire pour ce cancer moral qui ronge le cœur même du gouvernement; la contagion gagnera le cabinet entier, si on n'applique pas le scalpel.

Rien ne m'est plus désagréable que d'avoir à adresser des reproches, et c'est avec plaisir que je passe à un sujet plus aimable. Il ne faut pas oublier que mon très honorable ami avait, lui-même, pris des engagements formels sur cette question. Lorsqu'il trônait aux côtés du Prince de Galles, dans l'Institut Impérial, le 18 de juin, il prononça

un discours mémorable, et, comme toujours, très éloquent. C'est avec plaisir que je déclare, dans tout ce discours, je ne trouve qu'une seule expression au sujet de laquelle j'ai une réserve à faire, et, encore, elle n'est pas grave.

Je vais lui rappeler ce qu'il disait à l'occasion du jubilé de diamant, alors que Sa Gracieuse Majesté était entourée de sujets venus de toutes les parties de l'empire, rivalisant de dévouement et de loyauté envers la Couronne et les institutions britanniques. Il disait:

Ma réponse est bien simple: le Canada est une nation; le Canada est libre et c'est par la liberté qu'il est devenu une nation. Bien que le Canada reconnaisse la suzeraineté d'une autre puissance, je n'hésite pas à déclarer que l'indépendance ne nous donnerait pas plus de droits que nous n'en possédons actuellement.

Je partage entièrement l'opinion de mon honorable ami sur ce point, et cette déclaration est de la plus haute importance:

Lord Lansdowne a parlé du jour où l'empire pourrait être en danger—

C'est une curieuse coïncidence que cette supposition ait été faite par un homme qui occupe actuellement le poste onéreux et si plein de responsabilité de secrétaire d'Etat, au ministère de la Guerre.

De tout temps l'Angleterre a donné la preuve qu'elle peut combattre ses propres combats; mais si un jour, il faut qu'elle soit en danger, que le clairon sonne, que les signaux s'allument sur toutes les collines et dans toutes les colonies, nous ne pouvons peut-être pas faire beaucoup, mais nous donnerons toute l'aide que nous pourrons.

Ces paroles n'ont pas besoin de commentaires; elles sont un volume en quelques mots. Elles résument toute la question et je félicite mon honorable ami d'avoir été, comme toujours, aussi heureux dans le choix de ses expressions.

Passons maintenant à un discours de M. Chamberlain, prononcé en présence de l'honorable premier ministre (sir Wilfrid Laurier); je n'ai aucun doute que les sentiments exprimés dans ce discours sont partagés par tous les membres de cette Chambre.

Voici ce que disait M. Chamberlain:

La puissante marine dont nous avons exhibé des échantillons à nos visiteurs et les préparatifs militaires auxquels on a fait allusion, ne sont pas une menace pour les autres nations, ni un danger pour nos voisins. Ils sont plutôt une garantie donnée à nos colonies et à nos dépendances, que, tant qu'elles apprécieront leur union avec nous, nous consacrerons toutes nos ressources à les défendre. * * * Les preuves qu'elles ont eu sous les yeux ont dû les convaincre que nous sommes prêts à faire tous les sacrifices nécessaires pour protéger leur honneur et leurs intérêts, comme les nôtres propres. J'espère que nos visiteurs emporteront avec eux la conviction que nous avons que l'intégrité de l'empire britannique est la meilleure garantie de paix et de civilisation dans le monde.